



**mouvement  
écologique**

## Earth Overshoot-Day 2024:

### La dépendance financière du système de pension d'une croissance constante doit être remise en question !

---

La stabilité et la nécessité de réformer le système de pension luxembourgeois font actuellement l'objet de discussions.

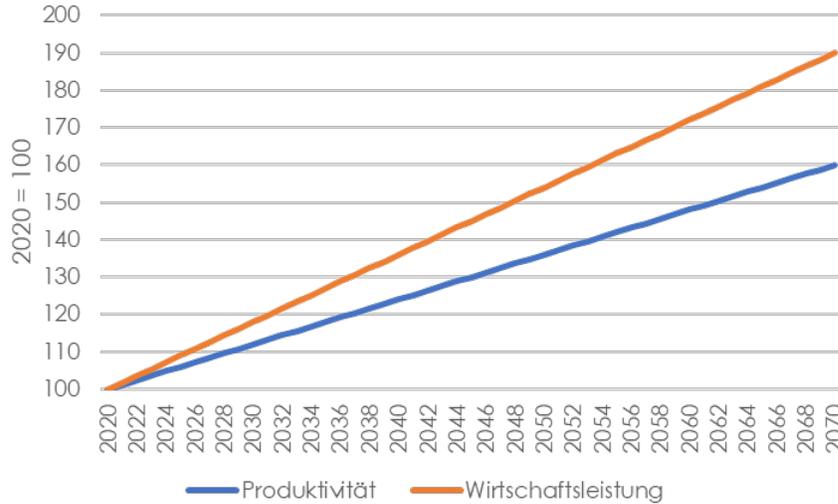
Malheureusement, les discussions actuelles font trop peu de cas d'un aspect central dans ce contexte : le fait que le système de financement actuel présuppose une croissance économique constante.

Les calculs de financement du système de pension se basent en effet sur des taux d'augmentation considérables de différents facteurs d'influence, comme le montre le "Bilan technique du régime général d'assurance pension" (2022) de l'Inspection générale des finances :

- Augmentation de la population vivant au Luxembourg de 625.000 en 2020 à 785.000 en 2070 ;
- Augmentation moyenne de la population active de 0,6% par an : de 460.000 en 2020 à 630.000 en 2070 ;
- Une augmentation annuelle moyenne de 2,3% des bénéficiaires de pension : de 195.000 en 2020 à 605.000 en 2070 ;
- Une augmentation annuelle moyenne de la productivité de 1,2% ;
- Une augmentation annuelle moyenne du PIB de 1,8%.

Ces chiffres représentent une augmentation considérable du PIB. Comme cette augmentation est exponentielle, il en résulte le tableau suivant : avec une croissance économique annuelle moyenne, la performance économique en 2070 serait presque deux fois plus élevée qu'aujourd'hui. Même en cas de progrès technologiques importants, la consommation de ressources augmenterait en conséquence

Figure 1 : Développement de la productivité et de la croissance économique jusqu'en 2070



**Et même si ces augmentations se produisaient, en 2070, une personne active devrait presque financer une personne ayant droit à la retraite.**

Tableau 40 - Scénario STATEC: Projections démographiques du régime général d'assurance pension (comparaison) entre 2020 et 2070 (en milliers)

	2020	2030	2040	2050	2060	2070	Croissance
Population active (Base)	460	560	610	630	635	630	0,6%
Population active (STATEC)	460	570	650	715	770	820	1,2%
Nombre de pensions (Base)	195	285	385	485	560	605	2,3%
Nombre de pensions (STATEC)	195	285	385	485	570	630	2,4%
Coefficient de charge (Base)	42%	51%	63%	77%	89%	96%	
Coefficient de charge (STATEC)	42%	50%	59%	68%	74%	77%	

*La nécessité d'atteindre ces paramètres de croissance pour maintenir le modèle de financement actuel du système de pension pose, selon le Mouvement Ecologique, un sérieux problème. Et ce, à plusieurs niveaux :*

## **Une croissance économique constante et considérable : une aberration écologique**

De nombreux économistes sont d'avis qu'une croissance continue de cette ampleur est une aberration absolue du point de vue écologique (voir annexe 1 : les principaux arguments du Mouvement Ecologique à ce sujet).

Dans les discussions, il est certes toujours avancé que les nouvelles technologies, d'autres formes d'habitat, l'augmentation de l'efficacité dans l'utilisation des ressources, etc. permettraient de concevoir une augmentation du PIB et du nombre d'habitants sans que ce développement soit lié à des conséquences écologiques négatives dans les mêmes proportions que par le passé. Le "découplage" de la performance économique ou du développement de l'habitat et de l'emploi notamment de la

consommation de ressources et d'environnement suffirait à atteindre les objectifs de durabilité : ce serait quasiment la "solution à tous les problèmes".

Le Mouvement Ecologique estime que les progrès technologiques permettront sans doute de réaliser des efforts en vue d'économiser l'énergie et les ressources et d'optimiser la planification afin d'atteindre un certain découplage.

Si toutes les mesures menant à un tel découplage réussissent et sont mises en œuvre par les acteurs - elles constituent certainement des piliers centraux dans le sens d'un développement durable.

Mais il est indéniable et établi scientifiquement qu'elles ne suffiront pas à atteindre les réductions absolues nécessaires (en ressources, en émissions, etc.) si l'on se base sur les chiffres d'une croissance continue.

Du point de vue de la durabilité, une réduction de la consommation de CO2, entre autres, est en effet nécessaire en chiffres absolus. Seule cette dernière, et pas seulement un simple découplage, permettra d'atteindre l'objectif de neutralité climatique auquel nous sommes tenus. Et la consommation de la surface disponible ne doit pas uniquement être freinée, mais progressivement réduite jusqu'à zéro : l'objectif d'une consommation nette nulle d'ici à 2050 est un objectif avéré, y compris au niveau de l'UE !

Et ce sont précisément ces objectifs qui ne peuvent pas être atteints par une croissance continue, malgré tous les gains d'efficacité. Ce fait est affirmé par un nombre croissant de scientifiques : tant des économistes que des scientifiques, sans oublier le Conseil mondial du climat et le Conseil mondial de la biodiversité. Tous les deux sont très clairs dans leur analyse !

C'est d'ailleurs également le cas pour la "croissance verte" dont on parle tant. Il est certainement opportun de développer certains secteurs de manière ciblée. Mais ne nous trompons pas en pensant qu'il est possible d'atteindre les objectifs de durabilité grâce à la "croissance verte" et de conserver le modèle économique actuel. Il est illusoire de penser que la "croissance verte" conduira à la réduction absolue nécessaire évoquée à plusieurs reprises. Même une "croissance verte" illimitée n'est pas possible sur une planète finie.

**Le modèle social et économique actuel, basé sur une croissance constante, n'est tout simplement pas viable du point de vue de la durabilité.**

## **La croissance visée ne repose pas sur des fondements solides, même d'un point de vue économique**

---

Mais indépendamment de ces aspects écologiques, la question se pose de savoir si l'hypothèse d'une croissance continue repose également sur des bases sûres d'un point de vue économique.

**En effet, la génération actuelle a la responsabilité de ne pas léguer à la génération future un financement du système trop risqué.**

**Ces dernières années, la conscience de la fragilité de l'objectif de croissance s'est accrue, sans doute en raison, entre autres, de la crise de la COVID, des problèmes de la chaîne d'approvisionnement, de la crise énergétique et des tensions géopolitiques. Sur la base de ce seul constat, il convient de se**

**demander - indépendamment de la question écologique - si la dépendance de tout un modèle de société sur le principe de la croissance semble responsable.**

Sur la base de cette réflexion, le Mouvement Ecologique a chargé l'Institut autrichien de recherche économique (WIFO) d'analyser dans quelle mesure les hypothèses avancées pour un financement solide du système de prévoyance vieillesse paraissent plausibles.

L'institut a examiné la plausibilité et la viabilité financière des hypothèses du bilan technique du régime général d'assurance pension – 2022 et de l' "Ageing Report" jusqu'en 2070.

Les hypothèses sur lesquelles reposent les calculs ont été examinées dans sept domaines (évolution démographique, navetteurs, taux d'activité, âge de départ à la retraite, temps de travail, productivité et taux de salaire).

### **Les conclusions des auteurs sont révélatrices :**

Tout en sachant que "l'évolution économique et démographique sur une période de cinq décennies est marquée par des incertitudes considérables", les auteurs indiquent avant tout que deux des sept hypothèses centrales présentent des "points critiques" respectivement sont sujettes à interrogations, à savoir :

### **Hypothèse 1 non vérifiée -évolution du nombre de frontaliers :**

*Extrait de l'étude : "L'hypothèse selon laquelle le nombre futur de personnes qui font la navette (net) se fera en fonction des flux migratoires nets n'est pas suffisamment étayée".*

Les auteurs citent quelques aspects expliquant pourquoi cette hypothèse n'est pas assurée.

La part nette des navetteurs, qui représente environ 50% de l'emploi total, contribue largement au développement économique et au financement de l'État social. Les auteurs montrent que la poursuite de la migration dans les simulations ne tient pas compte des différences de revenus régionales, des taux de chômage régionaux et du temps nécessaire pour faire la navette ainsi que des coûts de la navette. Une diminution de la migration alternante qui en résulterait pourrait avoir un effet modérateur sur la masse salariale et donc sur la base de financement de la prévoyance vieillesse ainsi que sur le développement économique global.

Le modèle luxembourgeois dépend finalement aussi, entre autres, des évolutions dans la Grande Région.

Si les différences de salaires se réduisent ou si les trajets deviennent trop longs, trop fatigants ou trop chers pour les travailleurs se rendant au Luxembourg, ou encore si la demande de main-d'œuvre augmente dans les régions voisines et que de bonnes conditions de travail y sont créées... le nombre de navetteurs risque de ne pas évoluer dans la mesure attendue. L'hypothèse de départ serait donc remise en question. Une citation de l'étude :

*"Les taux de chômage reflètent également la disponibilité du facteur travail. Lorsque les taux de chômage sont faibles, on peut s'attendre à ce que les salaires augmentent davantage que lorsque le chômage est élevé. La diminution ou l'inversion de l'écart des taux de chômage entre les régions pourrait par la suite entraîner une réduction de l'écart salarial".*

## Hypothèse non vérifiée 2 - Augmentation de la productivité :

L'étude souligne que la productivité, c'est-à-dire le rapport entre la valeur ajoutée corrigée des prix et l'utilisation de la main-d'œuvre par employé, ne peut pas être simplement déduite de l'évolution passée, car elle évolue constamment en raison des conditions technologiques, économiques et démographiques. Dans un passé récent, on a pu observer une baisse de la productivité dans une économie dominée par les services.

D'autre part, on observe une diminution du temps de travail par habitant, de sorte que la productivité par habitant est trop élevée dans les simulations si la tendance à la réduction du temps de travail se poursuit. Dans ce contexte, les auteurs de l'étude soulignent également que la croissance économique supposée peut également résulter d'une augmentation de l'utilisation du capital et que l'augmentation de la masse salariale en tant que base de cotisation du système social peut être atténuée.

*Des citations tirées de l'étude :*

*"Il n'est pas clair sur quoi repose l'hypothèse d'une croissance de la productivité par habitant de 1,2%". En effet, des valeurs plus faibles que par le passé auraient été constatées ces dernières années." Toutefois, (...) la baisse de la productivité par habitant observée au cours de la dernière décennie n'est pas seulement due aux crises, mais aussi à une tendance à la réduction du temps de travail par habitant qui s'est amorcée depuis 2008. Cela pourrait compliquer le retour à une hausse de la productivité par habitant de 1,2%, comme prévu dans le bilan technique".*

*"L'hypothèse d'une croissance de la productivité par habitant de 1,2% pour en déduire une croissance économique future semble excessivement optimiste".*

*Les auteurs soulignent les incertitudes générales des projections à long terme, qui sont particulièrement élevées dans une économie ouverte comme le Luxembourg. Mais : les hypothèses discutées dans les simulations montrent que le modèle de financement du système de pension luxembourgeois ne peut pas être considéré a priori comme durable.*

## Conclusions du Mouvement Ecologique : Le financement du système de pension dans le contexte global d'un système économique aberrant

---

L'utilisation non durable des ressources naturelles de notre planète, la surexploitation de nos bases vitales, est liée de manière causale à notre système économique, à son organisation et à ses forces motrices (esprit et soif de profit, concurrence entre les hommes et les nations, accumulation privée démesurée de capital, exploitation inconsidérée de l'homme et de la nature...).

Le système actuel est tout simplement incompatible avec les objectifs d'un développement durable, il conduit à la destruction des fondements de la vie humaine. Ce fait est également souligné à maintes reprises par des organismes scientifiques internationaux, tels que le Conseil mondial de la biodiversité et le Conseil mondial du climat.

Malheureusement, une remise en question du système est aussi régulièrement rejetée sous prétexte que le financement du système social ne permet pas d'alternatives. Il y aurait pour ainsi dire une obligation de croissance.

**Le fait que la garantie du financement du système social soit toujours liée à la question de la croissance - comme dans les modélisations citées - est probablement dû à un certain "manque d'imagination" ou à un "attachement au système actuel".**

Le Mouvement Ecologique soutient sans réserve un modèle d'Etat-providence, un système de sécurité sociale performant qui est plus qu'un filet contre la pauvreté. Ce qu'il faut, c'est un système social solidaire qui permette de mener une bonne vie dans toutes les situations, sans avoir peur de l'avenir matériel. Une vie sans peur de l'avenir matériel et social est la base d'une cohabitation solidaire, mais aussi de la tolérance et de la démocratie.

Cela doit être valable pour les générations actuelles, mais aussi pour les générations futures.

Dans cette mesure, la présente analyse ne doit en aucun cas remettre en question la nécessité du système de solidarité.

**Mais : elle est considérée comme un appel à opposer au manque d'imagination du dogme de la croissance de nouveaux modèles de développement social, écologique et économique qui mettent l'accent sur la préservation des bases naturelles de la vie, sur l'être humain et sur les générations futures.**

La justice distributive (pour rappel, selon le Global Wealth Report 2021 du Crédit Suisse, 1 % de la population mondiale possédait 46 % de la fortune mondiale totale, les 10 % les plus riches disposaient de 82 % de la fortune mondiale) - la solidarité et la durabilité écologique doivent être les principes directeurs. Mais cela soulève également la question de savoir si l'augmentation constante de la consommation matérielle et des biens doit être considérée comme un objectif pour une vie satisfaisante et, par conséquent, comme l'objectif politique suprême ou non.

**En effet, il est inacceptable que la génération actuelle fasse porter aux générations futures non seulement le fardeau des catastrophes climatiques et de la biodiversité, mais aussi un modèle de financement des prestations sociales basé sur des paramètres irréels.**

Et c'est clairement le cas !

**Il est tout à fait irresponsable de prendre comme base un système de financement qui repose a priori sur des évolutions qui ne sont pas souhaitables, notamment du point de vue de la durabilité, et dont il est également très incertain qu'elles se produisent.**

Les modélisations doivent partir de développements souhaitables et plausibles. La question du financement ne s'applique pas "seulement" au système de pension, mais aussi à d'autres domaines. La question d'une économie financière durable, qui ne repose pas sur une croissance continue, se pose bien au-delà.

Les mesures d'adaptation au changement climatique auront un coût élevé (bien qu'il soit en fin de compte bien inférieur au coût de l'inaction, mais il devra être supporté). Mais des facteurs tels que le vieillissement de la population entraîneront également des coûts supplémentaires, en raison du maintien de notre système social solidaire dans tous ses domaines (assurance pension, assurance maladie, assurance dépendance...), des dépenses supplémentaires pour les soins de santé, pour les transports publics, etc.

En conclusion, l'analyse montre à nouveau la nécessité d'un réel débat sur l'orientation économique, écologique et sociale de notre modèle social et économique.

Outre des réflexions de fond, il s'agit également d'initiatives concrètes, comme celle consistant à soumettre les simulations de l'augmentation du PIB et de la population / des mouvements pendulaires à un **"test de résistance"**. C'est-à-dire que l'on examine quel est le bénéfice social réel de cette croissance, qui en profite et dans quelle mesure elle est compatible - dans des conditions réalistes - avec les objectifs de protection de la biodiversité et du climat, la limitation de la ressource en eau notamment et les infrastructures qui en résultent. Le Mouvement Ecologique a déjà formulé cette exigence, entre autres, à l'occasion du nouveau "programme directeur" de l'aménagement du territoire (annexe 2).

Ou encore **l'analyse et la suppression des subventions nuisibles** à l'environnement, afin que l'argent des contribuables ne serve pas à financer la crise du climat et de la biodiversité (argent qui manque par ailleurs) ou la question **d'une taxation plus forte du capital, de la mise en œuvre d'une réforme fiscale durable**, etc.

Le "Earth Overshoot Day" est publié chaque année par l'organisation américaine Global Footprint Network (GFN). Elle analyse, individuellement pour chaque pays, mais aussi pour l'ensemble de la population mondiale, le jour de l'an où nous aurions globalement consommé nos ressources si tout le monde vivait comme la population du pays analysé. L'année dernière, c'était déjà le cas pour le Luxembourg à la mi-février !

Le Earth Overshoot-Day devrait justement nous faire prendre conscience de la situation : À partir de cette date, nous vivons pour ainsi dire à crédit !

## **ANNEXE 1 :**

### **L'orientation vers le bien commun au lieu de la maximisation du produit national brut - ou : pourquoi la croissance continue est une erreur écologique, sociale et économique**

Le modèle économique et social du Luxembourg est basé sur le principe de la croissance continue. Les prévisions officielles du STATEC, qui constituent les bases de la planification nationale, entre autres pour le plan national de mobilité, le projet du nouveau programme d'aménagement du territoire, le financement du système de pension (selon le "Bilan technique du régime général d'assurance pension" du ministère des Affaires sociales), prévoient des taux de croissance élevés pour les prochaines décennies. Les conséquences sont les suivantes :

#### **- Conséquences négatives importantes sur le marché du logement, la mobilité, la biodiversité, les infrastructures publiques, la qualité de vie**

Les conséquences directes de l'adhésion au dogme de la croissance sont perceptibles au quotidien : embouteillages quotidiens sur les routes, transports en commun à la traîne malgré toutes les initiatives positives, pénurie dramatique de logements, mitage progressif de l'espace, dépassement des ressources naturelles disponibles comme l'eau potable, coûts élevés des infrastructures... Des fossés se creusent également dans le secteur de l'énergie : malgré toutes les mesures d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables, il ne serait guère possible de faire face à une faim d'énergie croissante sans manquer les objectifs de protection du climat et sans cimenter une dépendance considérable vis-à-vis des importations. Même le développement optimal des transports publics de proximité, tel qu'il est envisagé par exemple dans le plan national de mobilité (PNM2035) (et qui est probablement en partie un vœu pieux sous cette forme), signifierait encore une augmentation du trafic automobile ! Mais après 2035, la croissance se poursuivrait... Et ensuite ?

Le Luxembourg a tout simplement atteint ses limites de capacité : une croissance économique effrénée du nombre d'habitants met l'ensemble de notre système - des infrastructures à l'approvisionnement en eau en passant par la justice - sous tension. Jusqu'à présent, les stratégies visant à rendre ces taux de croissance élevés compatibles avec d'autres domaines essentiels ont échoué. Et ce, principalement parce que le problème n'est pas reconnu en tant que tel par la politique ou est délibérément ignoré.

**- Une très grande fragilité du système social - une hypothèque pour les générations futures :** Le financement actuel du système social repose sur des taux de croissance élevés du produit national brut, sur un nombre croissant d'emplois et sur une augmentation continue de la productivité. Mais il n'y a aucune garantie que ces calculs de taux de croissance se réalisent réellement seront atteints. La pandémie de COVID, la guerre en Ukraine, les problèmes de la chaîne d'approvisionnement... tous ces éléments montrent sur quels paramètres fragiles le modèle de croissance est construit. A cela s'ajoutent les effets de la crise climatique et de la crise de la biodiversité, dont l'impact à moyen terme est difficilement évaluable. Un système social qui repose à ce point sur des prémisses de croissance très élevées et constantes n'est ni durable ni équitable pour les générations futures.

**- Une dérive problématique :** le modèle luxembourgeois est donc basé sur une croissance continue, tant en ce qui concerne l'augmentation des résidents que celle des travailleurs qui cotisent au système social pour financer les pensions. Une spirale sans fin qui ne peut pas réussir à moyen ou long terme et qui

met les générations futures encore plus sous pression. Notre système social est basé sur un système de boule de neige. Dans l'économie réelle, cette pratique est interdite par la loi.

- **La croissance "verte" - très controversée** : un certain découplage entre la croissance et la consommation de ressources aura certainement lieu en raison du progrès technique. Mais : sans parler du fait que même une croissance dite "verte" ne changerait pas fondamentalement les problèmes mentionnés précédemment, un "découplage" seul ne permet pas d'atteindre l'objectif. Il faut au contraire une réduction structurelle et absolue de la consommation de ressources, de la perte de biodiversité et des émissions de CO2. Toutes les données empiriques indiquent que ces réductions nécessaires ne sont pas compatibles avec le dogme de la croissance continue.

- **La croissance absorbe ses propres succès** : Il est également clair que les bénéfices générés par la croissance sont en partie absorbés par celle-ci. La compensation nécessaire des dommages (qualité de l'air, émissions de CO2) ainsi que les conséquences financières du développement nécessaire de toutes sortes d'infrastructures (approvisionnement en eau et évacuation des eaux usées, mobilité, logement, écoles, ...) dépassent de loin les avantages. Avec l'argent généré par la croissance, l'État doit donc de plus en plus souvent financer des infrastructures et autres qui ne seraient pas nécessaires sans cette croissance.

- **La croissance n'est pas en soi une garantie de bien-être et de justice sociale** : il existe un consensus entre les chercheurs en sciences sociales selon lequel l'augmentation constante de la consommation matérielle ne réduit pas a priori le fossé social entre les riches et les pauvres ou ne rend pas plus heureux et satisfait. Au contraire, le bien-être humain se définit, à partir d'un certain niveau d'approvisionnement de base, par des paramètres tels que la justice sociale, de bonnes conditions au travail, des contacts sociaux .... Malgré des taux de croissance considérables, l'écart entre les riches et les pauvres s'est creusé et de plus en plus de personnes ne bénéficient pas de la croissance (voir la crise du logement).

**Un jour ou l'autre, la prétendue faisabilité du modèle de croissance apparemment illimitée éclatera au Luxembourg.**

**C'est pourquoi le Mouvement Ecologique se prononce en conséquence pour que :**

11. la croissance visée est soumise à un "**test de résistance**", c'est-à-dire que l'on examine quel est le bénéfice social réel de cette croissance et qui en profite, et dans quelle mesure - dans des conditions réalistes - soit compatible avec les objectifs de protection de la biodiversité et du climat, avec le caractère limité de la ressource en eau et avec les infrastructures qui en découlent ;

12. une **analyse** est effectuée sur la manière dont le **système social**

- et en particulier le système des pensions et des retraites

- **peut être rendu moins dépendant** de la croissance continue ;

13. analyse des secteurs dans lesquels il faut s'attendre à **une perte d'emplois**, compte tenu de l'évolution économique et sociale, et notamment de la transition envisagée, et veille à la **requalification** nécessaire des travailleurs concernés ;

14. une **économie solidaire, d'intérêt général et basée sur les "biens communs"** peut être davantage encouragée par l'État ;

15. que la présentation du produit national brut (PNB) classique soit systématiquement accompagnée du **"PiB du bien-être"**, en tant qu'instrument de mesure plus réel du bien-être,

16. que le Luxembourg se mobilise au niveau de l'UE, mais aussi au Luxembourg même, pour une directive étendue sur la **chaîne d'approvisionnement** qui tienne compte du secteur financier.

Extrait de : "Eng Roadmap fir d'Legislaturperiod 2023-2028, Sozial - ekologesch a gerecht", Mouvement Ecologique 2023

## ANNEXE 2 :

*« Il aurait été de mise – en tant que prémisses du projet de PDAT - d'analyser la question, si la croissance supposée est effectivement réalisable au vu des limites évidentes des ressources naturelles. Ceci en répondant à des questions qui se posent dans les années à venir, telles que :*

- Quels seront les besoins en eau potable en relation avec la croissance économique et démographique estimée ; avec quelles incidences sur la politique y relative ? Est-ce que les besoins en eau pourraient être satisfaits et sous quelles conditions ?*
- Quelles seront les conséquences au niveau de la mobilité ? Même le PNM2035 établi par le Ministère des Transports et englobant une multitude d'instruments conduira encore une hausse de la mobilité individuelle avec la voiture...*

*ainsi que*

*"(...) L'effet cumulatif de la croissance se manifeste à plusieurs niveaux : l'influence sur l'offre déjà insuffisante de logements, les embouteillages sur les routes, l'incroyable perte de biodiversité... C'est pourquoi il convient d'analyser si la croissance visée est réellement réalisable, compte tenu des limites évidentes des ressources et de l'espace, et si elle est justifiable du point de vue de la durabilité ou des finances. Pour ce faire, il convient de prendre en compte et de répondre à des questions telles que les suivantes, qui sont des exemples parmi d'autres :*

*- Quels seront les besoins en eau potable par rapport à l'estimation de la croissance économique et démographique ? Avec quelles implications pour la politique correspondante ? Les besoins en eau pourraient-ils être satisfaits et à quelles conditions ?*

*- Quelles sont les conséquences pour la mobilité ? Même le PNM2035, établi par le ministère des transports et comprenant un grand nombre d'instruments, conduira encore à une augmentation de la mobilité individuelle en voiture ?*

*\* est-il réaliste de penser que les besoins en logements pourront être assurés en parallèle ?"*

*Tiré entre autres de : "Prise de position du Mouvement Ecologique sur le Programme directeur de l'aménagement du territoire équitable", Mouvement Ecologique novembre, 2022*

Traduit avec DeepL.com (version gratuite)